

« Il est peut-être plus difficile de parler de la France à Genève que partout ailleurs. Vous êtes si près de nous, si bien instruits de la culture et des réalités françaises, que prétendre vous révéler quoi que ce soit paraît présomptueux. Et, d'autre part, appartenant à un pays libre, fier et sage, qui, depuis près de deux siècles a su et pu se tenir à l'écart des guerres et des révolutions où la France tantôt a été précipitée, tantôt s'est jetée volontairement et comme à plaisir, vous devez regarder avec quelque condescendance apitoyée ce grand voisin aux mœurs étranges et perpétuellement insatisfait.

La meilleure défense étant l'attaque, je vous dirai donc tout cela est votre faute, à vous Genevois. Car c'est vous qui nous avez envoyé le premier des contestataires, l'ennemi juré de toute société de consommation, l'utopiste du retour aux instincts et à la vie de nature, Jean-Jacques Rousseau. Les responsabilités étant ainsi clairement délimitées, je me sens plus à l'aise pour parler des faits. Je m'en tiendrai d'ailleurs à des généralités, pensant que les questions que vous me poserez tout à l'heure m'amèneront à donner des précisions sur les points qui vous intéressent, y compris l'actualité, sans nous laisser enfermer dans aucune limite, même celle d'un titre ou d'un thème directeur.

Et tout d'abord, jetons un coup d'œil en arrière et revoyons l'année 1968 et la situation de la France aux derniers jours d'avril.

Depuis dix ans, le général de Gaulle est au pouvoir. A l'extérieur, sa politique, si discutée soit-elle dans certains pays, ne cesse de remporter des succès. La volonté de rapprochement entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est a rencontré un écho extraordinaire lors du voyage en Pologne comme elle va le faire bientôt en Roumanie. L'attitude vis-à-vis du tiers monde et la lutte contre la politique des blocs valent à la France un prestige et des amitiés dont je vais avoir la preuve en Iran et en Afghanistan. Les positions prises dès longtemps sur la guerre du Viêt-nam trouvent une confirmation éclatante dans l'acceptation, par les parties en présence, de Paris, comme siège de la Conférence dont devrait sortir la paix.

Sur le plan économique et financier, la France, pour la première fois depuis cent ans, accepte les risques de la libre concurrence : les frontières douanières entre les Six du Marché Commun vont s'abaisser le 1er juillet, et si notre industrie présente encore des signes de faiblesse, l'importance de nos réserves en or font du franc une monnaie solide par excellence.

Sur le plan politique enfin, les élections de 1967 ont permis à l'opposition de gauche de renforcer ses positions et le Gouvernement paraît parfois en difficulté dans la mesure où il dépend d'une majorité non totalement homogène. Mais toutes les attaques, toutes les motions de censure auxquelles j'ai dû faire face ont démontré que, si la marge était étroite, elle était en fait très sûre. Les pleins pouvoirs votés, sans bonne humeur parfois, en 1967, ont permis une série de réformes difficiles, notamment en matière de Sécurité sociale, et qui ne semblent plus discutées que pour la forme. Le Président de la République au pouvoir depuis dix ans, le Premier ministre en place depuis six ans apparaissent comme les témoins d'une stabilité politique inconnue depuis un siècle. Certes, l'opposition est active. Elle proteste contre l'étouffement des libertés, mais elle le fait si librement et si bruyamment qu'on aurait de la peine à la prendre au sérieux. Elle parle de récession et de chômage, mais les statistiques sont plus optimistes et il a été prouvé depuis qu'elles devaient être rectifiées dans le bon sens, que l'expansion et l'amélioration du niveau de vie étaient plus rapides qu'on ne croyait, le chômage moins étendu qu'on ne prétendait. A parcourir la France, j'en avais clairement conscience et j'avais bien des fois affirmé aux spécialistes du calcul et aux dévots de l'ordinateur. Il est vrai qu'on signale quelques remous à la faculté des Lettres de Nanterre. De petits groupes d'agités troublent les cours, s'en prennent à un doyen connu pourtant comme homme de gauche et réformiste. A plusieurs reprises, depuis des mois et des mois, j'ai attiré l'attention du ministre de l'Education nationale sur ce foyer de désordre. Mais qui pourrait croire à une explosion alors que l'agitation universitaire est un phénomène international et qui se manifeste chez nous avec beaucoup moins d'extension et de violence que dans la plupart des autres pays ? Et puis vient Mai. Et brusquement tout est mis en cause. Des centaines de milliers de personnes défilent, le 13 mai, à l'appel des étudiants et des syndicats ; le 29 mai à l'appel du parti communiste réclamant le changement du pouvoir politique et la révolution totale. Le quartier Latin se hérise de barricades et des heurts violents opposent les forces de l'ordre à une jeunesse déchaînée. La grève se déclenche puis s'étend jusqu'à paralyser les trois quarts de l'activité nationale. Aux yeux des observateurs, le Gouvernement n'a plus le contrôle du pays et les administrations elles-mêmes, en grève ou désorganisées, semblent obéir par avance à un nouveau pouvoir. Est-ce une révolution ? Est-ce la fin de la Ve République ?

L'heure n'est pas venue où je dirai l'action au jour le jour des autorités gouvernementales durant ce mois de Mai. Ce que je puis affirmer ici, dussé-je surprendre, c'est que jamais, pas un instant, je n'ai douté de l'issue. Une seule force organisée était en mesure de tenter la prise du pouvoir par la force et, dans cette hypothèse, les précautions nécessaires étaient prises. Pour le reste, il suffit de tenir jusqu'au moment où l'opinion - et surtout l'opinion parisienne - mesurerait les dangers de sa légèreté initiale. C'est ce qui s'est produit le 30 mai à l'appel lancé par le Président de la République. Certes, l'Assemblée pouvait renverser le Gouvernement. Mais je n'y croyais guère, comme on l'a vu d'ailleurs le 22 mai - et au surplus la dissolution

en eût immédiatement annulé les effets. C'est pourquoi ma seule préoccupation fut de faire face à l'orage en évitant les drames, c'est-à-dire que le sang coulât. Les institutions de la Ve République ont ainsi montré leur solidité dès lors qu'à la tête de l'Etat, et, oserai-je le dire, du Gouvernement, on n'était pas prêt à capituler.

Le réveil du 30 mai, les élections qui ont suivi ont apporté à ces institutions et à celui qui les incarne l'appui massif de l'opinion. Tout est-il cependant comme avant? Pourquoi l'agitation de quelques milliers d'étudiants a-t-elle pu déclencher des troubles aussi profonds? Pourquoi ces troubles ont-ils eu un tel retentissement dans le monde? Quel avenir et quel rôle attendent la France ? C'est ce que je voudrais maintenant indiquer à grands traits.

D'abord, les conséquences. Il est un domaine où elles apparaissent clairement, c'est le domaine économique et financier. Importantes pertes en devises, provoquées par la crainte d'une révolution et le sentiment de l'instabilité renaissante qui ont pesé sur le franc dès le mois de juillet, et risquaient de le rendre vulnérable à une crise de spéculation ainsi qu'on a pu le voir en novembre. Charges accrues pour les entreprises et donc danger de hausse des prix et de déséquilibre du commerce extérieur. Les dernières statistiques, si elles marquent un développement régulier de nos exportations, indiquent une croissance excessive des importations qui doit attirer l'attention des autorités gouvernementales.

Perte de production, représentant environ 10 % de notre production industrielle d'une année, et qui ne peut se rattraper qu'au prix d'un effort exceptionnel d'activité. A ce jour, la production a rattrapé la consommation et la reconstitution des stocks s'amorce. Cette constatation satisfaisante laisse évidemment planer un doute sur ce que sera la situation économique lorsque cette reconstitution sera achevée. L'activité pourra-t-elle se maintenir ? Y aura-t-il une récession et du chômage ? C'est l'inconnue de demain et, bien évidemment, la préoccupation actuelle du ministre des Finances.

Enfin, charges nouvelles pour le budget, aggravant le déficit et imposant de lourds sacrifices pour ramener ce déficit dans des limites acceptables. L'augmentation constante du déficit des Chemins de fer et des Charbonnages, celle prévisible et considérable des dépenses de Santé et d'Education nationale ne sont pas de nature à diminuer l'effort de redressement nécessaire.

Mais, plus peut-être que les conséquences de cet ordre notre tempérament national étant profondément imbu de l'idée que « plaie d'argent n'est pas mortelle » - ce sont les conséquences morales qui nous paraissent importantes.

L'Université n'a pas retrouvé son équilibre et les réformes entreprises sont loin d'avoir donné leur plein effet ni même défini l'objectif final ; un sentiment d'incertitude s'est installé dans l'opinion, un trouble aussi dans les consciences, comme si la France doutait à la fois d'elle-même et de la voie dans laquelle s'est engagée notre civilisation. C'est, je crois, le propre de mon pays que d'attacher une importance exceptionnelle aux problèmes idéologiques. Et c'est aussi sa vocation historique que de faire retentir bien au-delà de ses frontières les querelles d'idées qui l'agitent et le troublent. Les pavés de Paris et le quartier Latin ont une valeur symbolique et quasi universelle qui a fait à ce printemps parisien un écho beaucoup plus étendu que n'en ont rencontré tant de troubles universitaires ou politiques qui se sont produits en 1968 dans tous les pays ou presque. Ceci me rappelle un passage d'Alexis de Tocqueville que je voudrais citer ici : "Quand je considère cette nation en elle-même (il s'agit de la France), je la trouve plus extraordinaire qu'aucun des événements de son histoire. En a-t-il jamais paru sur la terre une seule qui fût si remplie de contrastes et si extrême dans chacun de ses actes, plus conduite par des sensations, moins par des principes ; faisant ainsi toujours plus mal ou mieux qu'on ne s'y attendait, tantôt au-dessous du niveau commun de l'humanité, tantôt fort au-dessus ; un peuple tellement inaltérable dans ses principaux instincts qu'on le reconnaît encore dans des portraits qui ont été faits de lui il y a deux ou trois mille ans, et en même temps tellement mobile dans ses pensées journalières et dans ses goûts qu'il finit par se devenir un spectacle inattendu à lui-même, et demeure souvent aussi surpris que des étrangers à la vue de ce qu'il vient de faire ... conduit par un fil tant que personne ne résiste, ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part ... la plus brillante et la plus dangereuse des nations d'Europe, et la mieux faite pour y devenir tour à tour un objet d'admiration, de haine, de pitié, de terreur, mais jamais d'indifférence ?" Certes ce texte s'appliquait à une nation proportionnellement plus puissante que la France actuelle. Mais il reste vrai pour l'essentiel. Il marque pour ceux qui ont la charge de la gouverner les difficultés qui les attendent. Il marque aussi pour un pays qui garde une valeur d'exemplarité les devoirs qui lui incombent, non seulement vis-à-vis de lui-même mais de l'Europe et du monde actuel.

Car c'est de l'avenir de notre civilisation qu'il s'agit, de cette civilisation qui évolue comme indépendamment des hommes, sous la pression d'un progrès scientifique et technique qui est l'œuvre de l'homme mais que l'homme n'est capable ni de limiter ni de dominer. C'est donc sur l'homme lui-même et sur la société que l'effort doit porter, pour les mettre en mesure de s'adapter aux données nouvelles de l'existence. Le roseau pensant de Pascal est devenu maître de la nature. Il n'en est, nous le voyons bien, que plus désarmé devant les problèmes que sa pensée lui pose à lui-même et qui, au bout du compte, se ramènent à définir le sens et le but de la vie.

Dans cette recherche, qui est à la fois morale, sociale et métaphysique, un pays comme la France a vocation pour jouer un rôle important. Il va de soi que je ne prétends ni qu'il soit le seul ni qu'il soit forcément

le premier. Il me semble cependant que, dans une évolution dont les Etats-Unis sont à la fois le moteur et le symbole, ce dont le monde actuel a besoin, c'est d'une conception de vie fondée sur des valeurs que les pays d'Europe occidentale sont les plus qualifiés pour définir, tant du fait qu'ils participent largement à la civilisation industrielle dont ils sont les initiateurs que parce que c'est chez eux que se font sentir, comme on l'a vu en France, les inquiétudes et les réticences les plus fortes vis-à-vis d'une société purement matérialiste. On parle beaucoup de l'Europe et depuis vingt ans les querelles entre Gouvernements n'ont pas cessé sur la conception de l'Europe, ses limites géographiques, ses attaches extérieures, ses institutions éventuelles. Eh bien, s'il est une leçon pour moi à tirer de l'année 1968, des troubles qui l'ont marquée un peu partout dans le monde, du malaise de la jeunesse, de la révolte généralisée de l'intelligentsia à l'égard de la société qui s'édifie et s'édifiera quoi qu'on en ait, c'est qu'en effet l'Europe a un rôle décisif à jouer dans l'avenir immédiat. Mais plus que d'une Europe économique, à six, à sept, à treize, plus même que d'une Europe politique dont on ne voit pas encore parfaitement les contours ni l'attitude, face aux blocs qui se sont constitués et dont nous devons constater qu'à l'Est au moins ils entendent, quel que soit le prix à payer, rester sans fissure, il me semble que c'est d'une autre Europe que s'affirme le besoin que j'appellerai une Europe des Esprits. Une Europe dont il n'est pas nécessaire de préciser les frontières, qui ne comporterait aucune exclusive et ne soulèverait aucun problème de rivalité d'influence ou d'interdépendance, une Europe dont la réalité historique est évidente et qui peut si elle le veut se revivifier par un simple effort de réflexion et d'action sur elle-même. En un mot, ce qu'il faut c'est que nos peuples, nos dirigeants, nos intellectuels, nos philosophes, nos Eglises élaborent dans la liberté de pensée et d'imagination, mais aussi dans la fidélité à quelques notions morales et sociales essentielles, une conception moderne de la vie et de la civilisation. Il m'est arrivé, à la tribune de l'Assemblée nationale le 14 mai dernier, d'évoquer la fin du Moyen Age et le grand désarroi des esprits qui marqua la deuxième moitié du XV^e siècle. Mon propos n'est pas ce soir de souligner les ressemblances entre cette époque et la nôtre. Mais il est, à coup sûr, d'affirmer que nous avons besoin d'une Renaissance, dont sortent renouvelés les principes et les règles de la vie individuelle aussi bien que les rapports sociaux, que les rapports entre peuples et continents, que les croyances fondamentales de l'homme et les cadres de leur expression.

Si l'humanité ne tente pas l'aventure, elle ira sous une forme ou sous une autre à sa perte. Quelque chose, qui commença peut-être avec Galilée, s'achève désormais, qui porte en soi, avec son développement, sa propre destruction.

La première Renaissance fut européenne. La nouvelle devrait l'être. En tout cas, l'Europe se doit de la susciter et d'y jouer un rôle déterminant.

Où l'affirmer mieux qu'à Genève dont on sait le rôle dans le mouvement des idées au XVI^e siècle et qui reste un centre privilégié d'échanges culturels et philosophiques ? Quant à la France, quel avenir plus ambitieux et plus noble pourrait-elle se proposer que d'essayer de donner l'exemple et d'initier chez elle le grand mouvement de pensée et de réforme qui mènera à cette Renaissance ? Il s'agit de concilier l'ordre, sans lequel rien de durable ni d'efficace ne se fait, et qui suppose dans l'Etat comme dans les collectivités locales, dans les entreprises, dans les universités, une autorité admise et incontestée avec la liberté de pensée, d'expression, d'entreprise qui donne à l'individu le goût de l'action et le sentiment que sa dignité est respectée. Il s'agit, à l'intérieur de cet ordre, de ne pas hésiter à éliminer les structures périmées, les injustices intolérables, les modes de pensée dépassés. Il s'agit enfin - et ce sera le plus difficile - de recréer une espérance qui dépasse la simple recherche de l'amélioration du niveau de vie. Au total, il s'agit de définir un mode de vie européen, c'est-à-dire à la mesure de l'homme occidental tel qu'en lui-même il s'est changé. »

Georges Pompidou, 12 février 1969, conférence au cercle français de Genève